

Comment des tirs de missiles en Syrie profitent à la Banque nationale suisse

Les tirs de missiles Tomahawk jeudi en Syrie ont fait bondir l'action de Raytheon, la société américaine qui les produit. La hausse a bénéficié à la Banque nationale suisse (BNS), détentrice de plus de 930'000 titres du groupe.



Un tir de missile Tomahawk depuis la mer Méditerranée (image d'archives). [JAMES KROGMAN/US NAVY - AFP]

Jeudi soir, les Etats-Unis ont lancé 59 missiles de type Tomahawk sur une base aérienne du régime syrien, faisant une dizaine de morts. A la suite de ces frappes, l'action de Raytheon est passée de 150,75 dollars, lors de la fermeture jeudi soir, à 155,2 dollars vendredi matin.

Selon les chiffres fournis au gendarme boursier américain à la fin 2016, la BNS détient 933'745 actions du fabricant américain de missiles. La valeur de ses titres, pour autant que leur nombre soit resté le même, a donc bondi de plus de 4 millions de dollars dans la nuit de jeudi à vendredi, pour s'établir à environ 145 millions de dollars.

La BNS doit se donner un cadre très strict du point de vue éthique, notamment concernant l'industrie de l'armement
Carlo Sommaruga (PS/GE)

Raytheon n'est pas une exception dans le vaste portefeuille de la BNS, qui contient au total pour plus de 63 milliards de dollars en actions américaines. La Banque nationale détient des parts d'autres fabricants d'armes, comme Northrop Grumman (133 millions de dollars), United Technologies (242 millions) et l'israélien Elbit (13,9 millions), toujours selon le gendarme de la bourse américaine.

"Je suis très déçu de la situation actuelle et je pense que beaucoup de citoyens doivent être choqués", déclare à la RTS le conseiller national Carlo Sommaruga (PS/GE). "La BNS doit se donner un cadre très strict du point de vue éthique, notamment concernant l'industrie de l'armement, l'industrie polluante et les entreprises qui présentent des risques majeurs."

Gestion "passive"

Actuellement, la BNS évite les actions de banques, face aux risques de conflits d'intérêts, et compte trois critères éthiques.

"Nous renonçons à investir dans des entreprises qui produisent des armes condamnées sur le plan international, qui violent massivement des droits humains fondamentaux ou qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement", explique l'institut.

Concernant Raytheon, dont les missiles ne contreviennent apparemment pas aux critères de la BNS, l'établissement refuse de commenter ses investissements. La Banque nationale explique seulement constituer son portefeuille d'actions de manière "passive", en ne procédant pas à une sélection de titres, mais en "reproduisant la composition d'un ensemble d'indices de marché."

Réponse politique?

"Si la BNS ne procède pas à des investissements responsables et reste incapable de se donner un cadre plus restrictif, ce sera aux politiques de le faire", poursuit Carlo Sommaruga.

Le Genevois rappelle que la mission de l'institut n'est pas

"d'engranger des bénéfices à tout prix, mais d'assurer la stabilité monétaire de la Suisse".

La semaine dernière, le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a annoncé lancer **une initiative** visant à interdire les investissements dans l'industrie d'armement.

Donald Trump aussi bénéficiaire

Parmi les autres bénéficiaires du bond de l'action Raytheon figurerait également Donald Trump, à l'origine des frappes. Le président américain détient lui aussi des actions du fabricant d'armes, selon une déclaration fiscale publiée en 2015 par *Business Insider*. Rien n'indique qu'il a vendu ses actions depuis cette déclaration.